

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
BP 177
51685 Reims

Reims, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN DE LA VOIE ROMAINE

109 avenue Jean Monet
51430 Bezannes

Références : D2e 2026-291
Code AIOT : 0005704321

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2026 dans l'établissement PARC EOLIEN DE LA VOIE ROMAINE implanté LA NAU BOUCART 51240 Vitry-la-Ville. L'inspection a été annoncée le 13/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a permis de s'assurer, notamment, de la bonne mise en œuvre des dispositions de l'arrêté ministériel relatives à la protection de la biodiversité durant l'exploitation des parcs éoliens.

Par ailleurs, elle intervient à la suite de l'incendie d'un conteneur de déchets survenu en 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN DE LA VOIE ROMAINE

- LA NAU BOUCART 51240 Vitry-la-Ville
- Code AIOT : 0005704321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de :

- 13 éoliennes d'une hauteur de mât de 80 mètres, atteignant 125 mètres en bout de pale, d'une puissance unitaire de 2 MW
- 3 postes de livraison

Ce parc éolien, d'une puissance totale de 26 MW, a été construit en deux phases :

- 11 premières éoliennes ont bénéficié d'une antériorité accordée par lettre préfectorale du 11 juillet 2012. Elles ont été mises en service le 1er juillet 2014.
- 2 éoliennes supplémentaires (M1 et M2) ont ensuite été autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014-APC-03-IC du 20 janvier 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
4	Déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
5	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de s'assurer que l'exploitant s'approprie les rapports de suivi environnemental et met en œuvre, en toute responsabilité, les mesures nécessaires à la préservation de la biodiversité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié

et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.[...]

Constats :

Le dernier rapport de suivi environnemental date d'avril 2025. Il préconise :

- pour la protection des chiroptères, un bridage :
 - Pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 4,5 m/s (à hauteur de moyeu),
 - Pour des températures supérieures ou égales à 10°C (à hauteur de moyeu),
 - D'une heure après le coucher du soleil jusqu'à une heure avant le lever du soleil (en tenant compte de l'éphéméride),
 - Pour l'ensemble des éoliennes.

Les documents transmis en amont de la visite et le jour de la visite (Birth certificate) ont permis de vérifier que ce bridage était en place en 2025 et sera reconduit en 2026. Par ailleurs un suivi de l'activité des chiroptères a été mis en œuvre en 2025 (rapport en attente de transmission suite au devis du 25/03/25)

- pour l'avifaune :
 - Pose de nichoirs,
 - Suivi de l'efficacité de la mesure sur les trois premières années puis tous les 5 ans.

Sans attendre le retour de l'UD51 suite à son courrier du 30 avril 2025, l'exploitant étudie actuellement, en liaison avec les exploitants des parcs alentours, les emplacements pour la mise en place de ces perchoirs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...]Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.[...]

Constats :

L'exploitant a présenté le certificat en date du 4 mars 2026 attestant que les données du suivi postimplantation ont bien été déposées sur la plateforme DEPOBIO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...] III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. [...]

Constats :

La visite a permis de constater que les éoliennes sont équipées de systèmes de détection destinés à identifier un incendie (vu notamment sur l'éolienne LVR 06).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Autre, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. [...]

Constats :

Le 8 février 2024, un conteneur de déchets présent sur la plateforme de l'éolienne E20 du parc de la Voie romaine a pris feu à proximité d'un poste de livraison.

Depuis cet événement, la gestion opérationnelle du parc a changé (nouvelle entreprise).

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué que le stockage de déchets sur les plateformes était désormais proscrit et qu'il veille à ce que les installations utilisées pour l'élimination des déchets soient régulièrement autorisées à cet effet. La visite a permis de confirmer qu'aucun stockage de déchets n'était présent sur les éoliennes.

L'inspection attire notamment l'attention sur les points suivants :

- Les éventuels stockages de déchets sur les plateformes doivent être limités à la durée strictement nécessaire, sans excéder notamment les périodes de maintenance.

- Tout stockage ou entreposage de déchets en dehors de l'ICPE doit être régulièrement autorisé à cet effet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2.I

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis les éléments montrant que la numérotation des éoliennes sur l'application OREOL avait été revue afin de correspondre à celle des machines.

Type de suites proposées : Sans suite